



Les Conférences mondiales sur la population

Une nouvelle Conférence Internationale sur la Population et le Développement doit se tenir au Caire du 5 au 13 septembre 1994. Léon Tabah, ancien Directeur de la Division de la Population à l'O.N.U., secrétaire général adjoint des conférences de Bucarest (1974) et Mexico (1984), retrace l'historique des conférences précédentes et analyse les enjeux de celle de 1994. ()*

LA première conférence internationale sur la population fut organisée en 1927 à Genève puis à Londres par la *Société des Nations* (S.D.N.). L'Américaine Margaret Sanger menait alors campagne contre la « maternité asservie » (« *Motherhood in bondage* »). La Conférence de Genève eut, entre autres résultats, la création de l'*Union Internationale pour l'Etude scientifique de la Population* (U.I.E.S.P.) qui réunit depuis la communauté mondiale des chercheurs.

A l'époque, le « *planning familial* », présenté comme l'exercice d'une liberté individuelle, heurtait les pays soucieux de combattre la dénatalité, dont la France. Ce débat naissant fut étouffé par les clameurs expansionnistes et racistes de l'Allemagne hitlérienne sur l'« espace vital ».

De Rome à Belgrade

Après la guerre, l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) se dota d'une *Commission de la population* et d'une *Division de la Population*, permanente et chargée des études démographiques. Confrontée au processus de décolonisation et d'abord à l'accession à l'indépendance de pays surpeuplés, dont l'Inde britannique ou

(*) *Population et Sociétés* a traité de la conférence de Bucarest dans son n° 73, octobre 1974, de celle de Mexico dans son n° 184, octobre 1984. Une notice nécrologique de M. Rafaël Salas est parue dans le n° 212, avril 1987.

l'Indonésie hollandaise, l'O.N.U. créa l'expression sans clarté ni élégance de « *pays sous-développés* », à laquelle fut substituée vers 1960 la circonlocution à peine meilleure « *en voie de développement* ». L'expression « *Tiers Monde* » (ni capitaliste, ni communiste) forgée en 1952 par Alfred Sauvy et titre en 1956 du cahier n° 27 de l'INED, devint universelle, tandis que sur le plan politique les « *pays non alignés* » tentaient de s'organiser.

Julian Huxley, premier Directeur général de l'UNESCO, connu pour ses travaux de génétique et frère d'Aldous Huxley, auteur du « *Meilleur des Mondes* », demandait que chaque pays se dote d'une politique de population, intégrée dans une politique mondiale. Il proposa dès 1948 de réunir un Congrès mondial de la population, qui se tint finalement à Rome en 1954. Ce fut une Conférence d'experts, et non de représentants de gouvernements, encore que les débats furent autant politiques et même idéologiques que scientifiques.

En 1956, Gregory Pincus mettait au point le premier contraceptif oral, la « pilule », dont la fabrication et la commercialisation ne commença véritablement qu'après 1960. La notion de croissance démographique rapide (souvent dite « *explosion* ») se substituait peu à peu à celle de

Sommaire

Editorial : Les Conférences mondiales sur la population

• De Rome à Belgrade.....	1
• Le Plan mondiale d'action	2
• Coopérer pour quoi et pour qui ?.....	3
• Annonces et publicités.....	4

surpopulation. En 1962, la Suède annonça qu'elle allait inclure la planification des naissances dans les programmes de population qu'elle finançait.

En février 1965, la Commission de la population de l'O.N.U. endossait pour la première fois l'idée d'une assistance, aux pays qui la demandaient, sur les problèmes de population, y compris pour le planning familial. Une nouvelle Conférence d'experts fut convoquée en 1965 à Belgrade. A la séance inaugurale, le Français Philippe de Seynes, Sous-Secrétaire général en charge des questions économiques et sociales, déclara que les Nations Unies étaient prêtes à répondre à toute demande d'aide, sans que la neutralité de l'Organisation en soit affectée.

Le Plan mondial d'action

L'époque de ce tournant dans les formes d'action démographique des Nations Unies fut aussi celle du retournement du taux de la croissance démographique mondiale, passant par un maximum autour de 2,0% par an. L'idée que la croissance démographique influençait négativement le progrès économique fut relayée par le *Club de Rome* et par le Hollandais Sicco Mansholt, Président de la Commission de Bruxelles, qui visaient tant la croissance économique des pays riches que la croissance démographique des pays pauvres.

En décembre 1966, douze chefs de gouvernement (Colombie, Inde, Malaisie, Népal, Singapour, Corée du Sud, Maroc, Tunisie, Egypte, Lybie, Syrie), auxquels s'étaient joints ceux de Suède et Finlande, avaient signé une « *Déclaration sur la population* », selon laquelle « *les couples doivent avoir la possibilité de planifier leur famille et de disposer des moyens et des connaissances à cet effet* ». C'était le signe d'un changement d'attitude dans le Tiers Monde. L'Argentin Raúl Prebisch, économiste faisant autorité sur les questions de développement, s'élevait en 1970 contre « *l'incapacité des systèmes économiques à absorber l'accroissement extraordinaire de la force de travail qui résulte... de l'accroissement de la population commencée 15 à 20 ans auparavant.* »

Le Secrétaire général, le Birman U Thant, décida alors de créer une institution spécialisée. Ce fut le « *Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population* » (FNUAP), aujourd'hui « *pour la Population* » tout court, avec le même sigle (UNFPA en anglais). Le financement de ce Fonds était volontaire et son administration confiée au PNUD, *Programme des Nations Unies pour le Développement*, consortium de pays donateurs et de pays bénéficiaires, toujours présidé par un Américain. Le fondateur et premier

Directeur du FNUAP fut le Philippin Rafael Salas. De 5 millions de dollars en 1969, le budget annuel du FNUAP est passé aujourd'hui à 240 millions.

En décembre 1970, l'Assemblée générale décida que la Conférence mondiale de 1974 à Bucarest serait une réunion de gouvernements et non plus d'experts. La préparation scientifique et politique de la Conférence fut confiée à la Division de la Population, qui mit en chantier, comme la Conférence de Stockholm de 1972 sur l'environnement, un « *Plan mondial d'action* ».

La conférence de Bucarest se tint peu après le « *premier choc pétrolier* ». Le « *Nouvel Ordre Economique international* » réclamait une ample redistribution mondiale des ressources. L'Algérie et l'Argentine conduisirent une offensive contre le projet de Plan d'action, jugé malthusien et inspiré par l'hégémonisme anglo-saxon. Les pays asiatiques, dont la Chine, qui pratiquaient déjà la limitation des naissances, faisaient figure de « *majorité silencieuse* ».

Le Plan profondément remanié fut finalement adopté par consensus, à l'exception du Vatican. Selon sa philosophie, les variables démographiques étaient dépendantes du développement et de la justice sociale (« *le développement est le meilleur contraceptif* »). La régulation des naissances était associée au bien-être familial, et la contraception à la protection maternelle et infantile, à l'éducation des femmes, à la réglementation de l'âge au mariage. Nulle mention de l'avortement.

La Conférence de Bucarest légitimait la notion de « *politique démographique* ». Certains pays – notamment en Amérique latine – modifièrent leur Constitution pour y intégrer le droit des personnes à choisir librement le nombre et l'espace des naissances, d'autres affichèrent des objectifs chiffrés, comme le Mexique qui se fixa de faire baisser son taux de croissance démographique de 3,2% par an en 1976 à 1% à la fin du siècle. Plus tard, l'Algérie se rallia à la nécessité de « *la maîtrise de la croissance démographique* ». Aujourd'hui même l'Iran a adopté un programme de planification familiale en partie financé par le FNUAP.

Une Conférence de parlementaires sur la population et le développement se tint à Colombo (Sri Lanka) en septembre 1979. De ton beaucoup plus spontané que les conférences gouvernementales, elle souhaita une meilleure couverture des problèmes de population par les media, ce qui engagea le FNUAP à publier annuellement « *L'Etat de la population du monde* ». Elle

innova en demandant aux leaders religieux d'œuvrer dans le domaine.

Décidée en 1981, une nouvelle Conférence mondiale se tint à Mexico en août 1984, dont le Secrétaire général était M. Rafaël Salas. On commençait alors à percevoir la décélération de la croissance démographique de nombreux pays, avec des combinaisons variées de croissance du niveau de vie et de programmes de planning familial. L'écart s'accroissait entre les pays, surtout asiatiques, qui s'intégraient au système mondial d'échanges, et ceux, notamment dans l'Afrique subsaharienne, qui s'enfonçaient dans la paupérisation. L'administration Reagan, hostile aux interventions planificatrices des Etats, supprimait la contribution américaine au FNUAP, accusé de financer l'avortement en Chine.

Les pays européens commençaient timidement à attirer l'attention sur leurs propres problèmes démographiques, vieillissement, dénatalité, et migrations internationales. A Bucarest encore, le Plan d'action recommandait de faciliter « les mouvements de migrations volontaires » ; à Mexico, seulement « la réunification des familles de travailleurs migrants ».

Une vive discussion eut lieu sur l'avortement, mais le mot ne figura toujours pas dans le document final de la Conférence. On traita cependant plus en détail de la condition des femmes, de la morbidité et de la mortalité. Les 88 recommandations furent adoptées par acclamation, seul le Saint-Siège faisant connaître à nouveau son opposition à la reconnaissance de « *droits des individus, en particulier les adolescents non mariés, en matière de rapports sexuels et de procréation, droits qui sont la prérogative des seuls couples mariés* ».

Coopérer pour quoi et pour qui ?

La Conférence du Caire a été préparée, comme les deux conférences précédentes, par des groupes thématiques d'experts et par des conférences régionales préparatoires. Elle s'inspire aussi du :

— « *Forum international sur la population à la veille du 21ème siècle* » (Amsterdam 1989) qui produisit une « *Déclaration pour une meilleure vie des générations à venir* », très engagée sur le plan de la coopération internationale ;

— et de la « *Commission Brundtland sur l'Environnement et le Développement* », établie en vue de la Conférence de Rio de Janeiro de 1992, qui a défini le « *développement durable* », référence désormais obligée des réunions internationales sur le développement à long terme.

Le projet de « *Programme mondial d'action* », plus élaboré qu'à Bucarest et Mexico, traite des sujets suivants : développement durable, pauvreté, environnement, condition féminine, responsabilité et participation du sexe masculin, adolescents et jeunes, vieillissement, populations indigènes, mortalité maternelle, sida.

Pour accroître l'utilisation de la contraception, la Conférence devra chercher à mobiliser des ressources nouvelles et à en optimiser l'utilisation. Mais la régulation des naissances n'épuise pas les problèmes. Le vieillissement n'est désormais plus le lot des seuls pays riches, et devra être traité avec suffisamment d'anticipation. La croissance urbaine démesurée dépasse les capacités de gestion des villes du Tiers Monde. Les questions de santé demeurent préoccupantes. L'émergence du sida donne l'impression de la resurgance des vieilles épidémies du passé. Et on ne parvient toujours pas à éradiquer des maladies anciennes, comme le paludisme, qui font des millions de décès annuels. L'avortement est mentionné dans le pré-projet de préambule, qui en estime le nombre à 50 millions par an (à comparer à 140 millions de naissances), « *dont beaucoup réalisés dans de mauvaises conditions de santé* ».

Les migrations internationales pourraient susciter les plus chaudes discussions, avec la fermeture des frontières des pays riches. Faut-il relier cette question à celle des transferts de technologies et de ressources auxquels obligent les liens entre population et dégradation de l'environnement? La montée en puissance économique de nombre de pays asiatiques et latino-américains, contrastant avec la paupérisation de l'Afrique, devrait requérir l'attention, et remettre en selle la coopération Sud-Sud, jusqu'ici à peu près inexistante, en complément de la coopération Nord-Sud.

La Conférence du Caire sera utile si elle fait avancer, si peu que ce soit, la solidarité internationale. Les pays industriels, anciens et « nouveaux », doivent s'attacher sérieusement aux problèmes de l'Afrique, en voie simultanée d'urbanisation et de désertification galopantes, et en butte à toutes sortes de dégradations alimentaire, sanitaire, écologique...

Il est question d'ériger le FNUAP en institution spécialisée pour la population, comme par exemple la F.A.O. pour l'alimentation et l'agriculture. La place à donner aux questions de population dans les débats politiques internationaux, notamment par rapport aux questions d'environnement, pourrait bien être l'enjeu principal de la Conférence du Caire.

Léon TABAH

Célébration du tricentenaire de la naissance de

FRANÇOIS QUESNAY

Médecin et physiocrate
(1694 - 1774)



Colloque international

Du 1^{er} au 4 juin 1994
Versailles

Renseignements, programmes et inscriptions :
INED - Christine Théré -
Tél.: (33-1) 42.18.21.84

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

Recherches et Considérations sur la population de la France (1778)

par
M. MOHEAU

Rédition annotée par
Eric VILQUIN

Avec les contributions de
C.L. Behar, P. Bourcier de Carbon, A.M. Bourget,
E. Brian, B. Bru, J. Dupâquier, H. Hasquin, R. Le Mée



A PARIS
AL INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES
1994

CONDORCET

Arithmétique politique
Textes rares ou inédits
(1768-1789)

Pierre Crepel et Bernard Bru, éd.

POPULATION

Rédacteur en chef : Patrick FESTY

AU SOMMAIRE DU N° 1 / 1994

- Du groupe à l'individu : l'exemple des comportements migratoires - Daniel COURGEAU
- Formation de couples et fécondité hors mariage en Grande-Bretagne - Eva LELIEVRE
- Dénatalité et marché matrimonial. Le cas de l'Italie en 1930-1950 - Françoise BARTIAUX
- Estimation de la mortalité au Bénin à partir d'une enquête à passages répétés - H. Martin LAOUROU
- La consanguinité, révélateur de la structure de la population. L'exemple de la Valserine du XVIII^e siècle à nos jours - Alain BIDEAU, Guy BRUNET, Evelyne HEYER et Henri PLAUCHU

Chronique de l'immigration

par Michèle TRIBALAT

Notes et Documents :

- L'imprévisible fécondité égyptienne - Youssef COURBAGE
- Le rôle du coroner et son influence et son influence sur les statistiques du suicide dans les îles britanniques - Didier LASSALLE
- La population de la Palestine - Youssef COURBAGE

Revue bimestrielle *POPULATION* - Abonnement 1 an (France) : 350 Francs.
Catalogue complet des éditions de l'INED : envoi gratuit sur demande.

Travaux et Documents
Cahier n° 133

Jean BOURGEOIS-PICHAT

LA DYNAMIQUE DES POPULATIONS

Populations stables, semi-stables, quasi-stables
Préface de Georges TAPINOS



Institut National d'Études Démographiques
Avec le concours du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - DISTB

puf

Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique

Édité par
Jean-Claude Chasteland
Jacques Véron et
Miguel Barbora



CONGRÈS ET COLLOQUES
N°13

Institut National d'Études Démographiques
Centre Française sur la Population et le Développement

puf

POPULATION numéros spéciaux :

Numéro 5 / 1993

SEXUALITÉ ET SCIENCES SOCIALES

Numéro 6 / 1993

LA FRANCE AU RECENSEMENT DE 1990

Directeur-Gérant : Jacques Magaud. - C.P. n° 13243 ADEP.
Rédacteur en chef : Michel Louis Lévy. - D.L. 2^e trim. 1994.
I.N.E.D. : 27, rue du Commandeur, 75675 Paris, Cedex 14.
Tél. : (1) 42.18.20.00 - Télécopie : (1) 42.18.21.99 - Imp. : Jouve.

Le numéro France : F 6,00
Abonnement 1 an France : F 60,00 Etranger : F 90,00
Abonnement 2 ans France : F 115,00 Etranger : F 170,00
Abonnement 3 ans France : F 160,00 Etranger : F 235,00